BRÉSIL - Les hallucinations d'un coup d'État frustré

Fernando de la Cuadra

jeudi 6 juillet 2023, mis en ligne par Françoise Couëdel

20 juin 2023.

> *Le fascisme est un virus mutant. Il n'est jamais mort.*
> *Nous ne l'avons jamais tué. Il est maintenant de retour, transformé.*
> Andrea Camilleri

À mesure que les jours passent, comme surgissant d'une boite de Pandore, on connaît mieux les détails de la tentative de coup d'État frustré qu'a planifié l'entourage le plus proche de l'ex-président Bolsonaro. Grâce aux informations obtenues à partir de la mémoire du téléphone portable confisqué à son ex exécutant, le lieutenant-colonel Mauro Cid, on connaît les détails les plus bizarres et les plus scabreux d'une conspiration en plusieurs étapes qui devrait être couronnée de succès le 8 janvier par l'instauration d'un Conseil militaire destiné à rétablir « l'ordre et la tranquillité » à Brasilia et dans les principales villes du pays.

Avec le titre évocateur de « Les Forces Armées comme pouvoir modérateur », un de ces documents détaille la marche à suivre que devraient appliquer les insurgés après la défaite dans les urnes de Bolsonaro, dans le but d'établir une feuille de route qui leur permettrait de mettre en œuvre et de consolider leur assaut contre l'État démocratique de Droit et la Constitution.

Dans certains passages des messages, envoyés du téléphone portable de Mauro Cid, on découvre un ensemble d'instructions à respecter, « pas à pas », pour exécuter ce Coup d'État, parmi lesquelles la recommandation à Bolsonaro d'engager les Commandants des Forces Armées à relever les inconstitutionnalités supposées du Pouvoir Judiciaire pour qu'eux, par la suite, nomment un superviseur des bureaux de vote, investi de pouvoirs absolus.

C'est à dire, en accord avec le scenario découvert dans le téléphone portable, suite à une fraude électorale et la mobilisation populaire qui s'en suivrait pour contester les résultats du suffrage, les Forces armées mettraient en cause le Tribunal électoral suprême (TSE) et destitueraient tous ses membres, particulièrement son président, le Ministre Alexandre de Morais, la Ministre Carmen Lúcia y Ricardo Lewandowski, afin de désigner deux des nouveaux ministres nommés par Bolsonaro au cours de son mandat.

C'est ainsi que seraient rappelés les ministres Nunes Marques, André Mendonca y Dias Toffolli (nommé sous le mandat précédent de Lula) pour remplacer les membres mentionnés précédemment. Dans une autre de ses recommandations, le document précise « les actes en désaccord avec la Constitution de la Cour électorale étant avérés, le superviseur du vote devra fixer un délai pour l'organisation de nouvelles élections qui seront coordonnées par le TSE dans sa nouvelle composition ». C'est à dire que, selon le plan délirant conçu par les conspirateurs, les nouveaux ministres donneraient leur aval pour annuler les élections et organiseraient un nouveau scrutin, empêchant ainsi que le candidat vainqueur, Lula da Silva, devienne président.

Le coup d'État manqué n'a pas réussi à se concrétiser en raison de l'incompétence de ses instigateurs. Néanmoins, cela ne minimise pas les responsabilités de ses mentors et de ses exécutants potentiels. Cela veut dire que, indépendamment de l'incapacité et de la bêtise des putschistes pour atteindre leurs objectifs avec succès, le fait que beaucoup de ceux qui se sont impliqués dans cette opération grotesque soient des membres des Forces armées en pleine activité, questionne et inquiète.

Depuis la victoire de Lula, au second tour fin octobre de l'an dernier, d'importants cercles militaires gardent toujours l'espoir d'organiser une rébellion préparée dans les rangs de l'armée, qui s'ajoute à des demandes émanant d'associations et de partis de l'extrême droite, de producteurs agricoles et d'éleveurs, d'exploitants forestiers, d'occupants de terres indiennes, (grileiros), d'entreprises minières et de groupes d'activistes (*garimpeiros*), de pêcheurs illégaux, de pasteurs pentecôtistes, d'organisations criminelles, de miliciens, de clubs de chasse et de tir, etc…

Les révélations qui ont été recueillies récemment, confirment l'existence de réels mouvements chez de nombreux membres des forces armées, aussi bien au niveau du commandement que des postes intermédiaires, pour empêcher que Lula accède à la présidence du pays le 1er janvier de cette année. Il existait une coordination entre officiers en charge des troupes dans diverse unités du pays qui, sur ordre de l'ex président, mobiliseraient immédiatement leurs contingents pour intervenir, occuper les installations des principaux sièges du gouvernement et des institutions du pays, en commençant par les sièges des trois pouvoirs à Brasilia : le Palais du Planalto, le Congrès national et la Cour suprême.

On sait aussi, selon les informations qui ont filtré du portable de Mauro Cid, que le lieutenant-colonel Marcelino Haddad, avait envoyé à son aide, sur ordre de Bolsonaro, trois documents qui ont été utilisés pour rédiger le plan qui invaliderait les élections, destituerait les ministres du TSE et décrèterait ensuit l'État de siège dans toute la Nation. En résumé, les preuves de la collaboration des militaires d'active et de réserve sont de plus en plus flagrantes et certains fonctionnaires de la Police fédérale ont indiqué que les preuves recueillies jusqu'à maintenant ne sont qu'une partie de tout l'arsenal des informations qui étaient échangées entre les putschistes. Pour cette raison il est urgent d'appliquer les sanctions respectives aux participants du complot, une façon de marquer un précédent qui freinerait l'émergence de futures tentatives de sédition.

Qu'il s'en soit fallu de peu que réussisse cette escalade putschiste participe aux spéculations qui peuvent circuler encore longtemps. On sait maintenant que l'ex-capitaine s'est refusé à donner l'ordre d'activer le coup d'État car il se méfiait du soutien qu'il aurait eu de la part du haut-commandement de l'armée. Ce qu'on ne sait pas véritablement est la relation de forces qui existe actuellement au sein de la structure de commandement de l'Armée brésilienne car les intrigues et les luttes au sein des forces armées sont une véritable « boite noire » et il est très difficile, pour le moment, de savoir avec exactitude le nombre d'officiers qui se situent dans le camp légaliste et le nombre d'officiers au nombre des putschistes.

Par ailleurs, comme c'est déjà notoirement connu, si cette première proposition d'intervention militaire échouait, l'idée des putschistes consistait à empêcher par la suite que le Président Lula, déjà en place, puisse se maintenir au gouvernement. Dans ce but avaient été prévues les mobilisations et les invasions du 8 janvier qui installeraient une situation de chaos et d'ingouvernabilité qui permettrait aux forces armées de faire usage de l'article 142 de la constitution qui les autoriserait, en tant que « pouvoir modérateur », à intervenir au cas où se produirait une situation de « désordre social » et de risque pour les institutions de la République.

Cette semaine le Tribunal suprême fédéral peut décréter l'inéligibilité de Bolsonaro pour les huit prochaines années [1], en raison d'un délit parmi les nombreux autres commis au cours de son mandat. Dans ce cas, l'accusation qui est en cours de jugement est de mettre en doute la transparence et la légalité du vote électronique, dans le cadre d'une réunion officielle convoquée par le gouvernant, devant des dizaines d'ambassadeurs et la communauté internationale. Même si c'est une réponse attendue et souhaitable pour l'ensemble des démocrates brésiliens, les risques d'une nouvelle aventure insurrectionnelle, encouragée par l'extrême droite et diverses organisations d'inspiration fasciste continuera à peser comme une ombre sinistre sur la société.

Pour cette raison il est urgent de redoubler d'efforts pour sanctionner les instigateurs de l'insurrection et en finir définitivement avec ce virus mutant qui accable le peuple brésilien et ruine la coexistence pacifique, pluraliste et tolérante entre les citoyens.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://fmdelacuadra.blogspot.com/2023/06/fernando-de-la-cuadra-socialismo-y.html.

Notes

[1] Cela a effectivement été le cas le 30 juin 2023 – note AlterInfos.